



# Assemblée générale

Distr. générale  
8 décembre 2017  
Français  
Original : anglais

## Soixante-douzième session

Point 160 a) de l'ordre du jour

**Financement des forces des Nations Unies chargées  
du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force  
des Nations Unies chargée d'observer le désengagement**

## **Exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017**

### **Rapport du Secrétaire général**

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	5
II. Exécution du mandat . . . . .	5
A. Considérations générales . . . . .	5
B. Utilisation des crédits . . . . .	6
C. Activités d'appui de la mission . . . . .	7
D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional . . . . .	7
E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées . . . . .	8
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats . . . . .	8
III. Exécution du budget . . . . .	17
A. Ressources financières . . . . .	17
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources . . . . .	18
C. Évolution des dépenses mensuelles . . . . .	18
D. Autres recettes et ajustements . . . . .	19
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome . . . . .	19
F. Contributions non budgétisées . . . . .	20
IV. Analyse des écarts . . . . .	20



V.	Exécution du budget : dépenses additionnelles autorisées . . . . .	22
VI.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre . . . . .	25
VII.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution <a href="#">71/306</a> . . . . .	25

## Résumé

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (opérations et appui).

Les dépenses de la FNUOD se sont élevées à 55,9 millions de dollars pendant la période considérée, soit un taux d'utilisation des ressources de 98,8 % (contre 49,7 millions de dollars de dépenses et un taux d'utilisation des ressources de 98,9 %, pour l'exercice 2015/16).

Le solde inutilisé, d'un montant de 0,66 million de dollars, tient essentiellement au fait que les dépenses au titre des contingents et du personnel civil ont été inférieures aux prévisions. La sous-utilisation des crédits au titre des contingents s'explique principalement par les facteurs suivants : les dépenses au titre des voyages (déploiement, relève et rapatriement) ont été inférieures aux prévisions, le système de relève inversée ayant été appliqué ; le coût moyen effectif par ration a été inférieur aux prévisions ; le déploiement des véhicules blindés de transport de troupes a été retardé.

En ce qui concerne le personnel civil, la sous-utilisation des crédits est essentiellement imputable à un taux moyen de vacance de postes pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions) supérieur aux prévisions (33,3 %, contre un taux de 13,6 % inscrit au budget), en raison des retards enregistrés dans le recrutement du personnel. La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par un dépassement de crédits au titre des dépenses opérationnelles, qui s'explique principalement par l'acquisition de bâtiments préfabriqués supplémentaires et par les frais de génie en découlant, par l'achat du matériel informatique et de communications nécessaires à la remise en état du camp Faouar et par les dépenses de fret liées à l'envoi de biens et de fournitures vers le camp.

### Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué <sup>a</sup>	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	26 284,2	25 361,6	922,6	3,5
Personnel civil	14 233,8	13 695,5	538,3	3,8
Dépenses opérationnelles	16 025,5	16 823,3	(797,8)	(5,0)
<b>Montant brut</b>	<b>56 543,5</b>	<b>55 880,4</b>	<b>663,1</b>	<b>1,2</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	1 395,6	1 338,4	57,2	4,1
<b>Montant net</b>	<b>55 147,9</b>	<b>54 542,0</b>	<b>605,9</b>	<b>1,1</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>56 543,5</b>	<b>55 880,4</b>	<b>663,1</b>	<b>1,2</b>

<sup>a</sup> Tient compte des ressources approuvées d'un montant brut de 47 714 100 dollars (montant net : 46 318 500 dollars) et des engagements autorisés d'un montant brut de 8 829 400 dollars correspondant aux crédits supplémentaires demandés pour financer le retour de la Force dans le secteur bravo jusqu'au 30 juin 2017.

**Exécution du budget : ressources humaines**

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé<sup>a</sup></i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)<sup>b</sup></i>
Contingents	1 250	828	33,8
Personnel recruté sur le plan international	42	40	4,8
Personnel recruté sur le plan national	88	86	2,3
Emplois de temporaire <sup>c</sup>			
Personnel recruté sur le plan international <sup>d</sup>	9	6	33,3
Observateurs électoraux civils	—	—	—

<sup>a</sup> Niveau maximum de l'effectif autorisé.

<sup>b</sup> Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

<sup>c</sup> Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

<sup>d</sup> Comprend un poste de temporaire (autre que pour les réunions) créé dans le cadre de l'autorisation de dépenses.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre VI du présent rapport.

## I. Introduction

1. Le projet de budget relatif au fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 (exercice 2016/17), d'un montant brut de 47 723 400 dollars (montant net : 46 327 800 dollars) a été présenté dans le rapport du Secrétaire général du 22 janvier 2016 ([A/70/695](#)). Les effectifs prévus étaient les suivants : 1 250 soldats, 50 fonctionnaires recrutés sur le plan international [dont 8 postes financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions)] et 88 fonctionnaires recrutés sur le plan national.
2. Dans son rapport du 14 avril 2016 ([A/70/742/Add.1](#)), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 47 714 100 dollars pour l'exercice 2016/17.
3. Par sa résolution [70/279](#), l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 47 714 100 dollars (montant net : 46 318 500 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Force pour l'exercice 2016/17. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.
4. Les parties au conflit s'étant à nouveau engagées à respecter l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes, dans lequel elles demandaient le retour de la Force dans le secteur bravo une fois le budget approuvé, le Secrétaire général a demandé au Comité consultatif de l'autoriser à engager des dépenses d'un montant maximal de 9 129 400 dollars pour financer le retour progressif de la FNUOD dans le secteur bravo. Les crédits additionnels devaient principalement servir à financer le déploiement de 110 soldats supplémentaires et à couvrir les dépenses opérationnelles relatives à la reconstruction du camp et à la remise en état de ses infrastructures de base.
5. Dans une lettre datée du 23 mars 2017, le Comité consultatif a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant brut maximal de 8 829 400 dollars pour l'exercice 2016/17, venant s'ajouter au montant brut de 47 714 100 dollars qui avait été précédemment autorisé pour l'exercice en question par l'Assemblée générale. Le montant de 8 829 400 de dollars n'a pas été mis en recouvrement auprès des États Membres pour l'exercice 2016/17.

## II. Exécution du mandat

### A. Considérations générales

6. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Mission dans sa résolution 350 (1974) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat correspondant à l'exercice considéré dans ses résolutions [2294 \(2016\)](#) et [2230 \(2016\)](#).
7. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, organisés par composantes (opérations et appui).
8. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2016/17, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux

réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

## B. Utilisation des crédits

9. Au cours de l'exercice considéré, la Force a continué de remplir son mandat en surveillant le respect du cessez-le-feu dans la zone de séparation. Elle a toutefois modifié ses modalités de surveillance de la zone de séparation et de la ligne de cessez-le-feu à partir des cinq positions qu'elle occupe sur le mont Hermon, de la position 80 dans la partie sud de la zone de séparation et de la position 22 dans le secteur alpha, en ayant recours à des images satellitaires de haute résolution et à du matériel d'observation électronique, pour s'assurer qu'il n'y avait aucune activité militaire de quelque sorte que ce soit dans la zone de séparation, conformément aux résolutions 2294 (2016) et 2330 (2016) du Conseil de sécurité. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur la FNUOD pour la période allant du 2 mars au 16 mai 2017 (S/2017/486), les opérations de la Force ont continué de bénéficier du soutien d'observateurs militaires de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), qui se sont surtout attachés à assurer une observation fixe et à apprécier la situation. Le Groupe d'observateurs au Golan, qui est sous le contrôle opérationnel de la FNUOD, a ainsi occupé cinq postes d'observation fixes et quatre postes d'observation temporaires dans le secteur alpha.

10. Les parties au conflit s'étant à nouveau engagées à respecter l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes, dans lequel elles ont demandé le retour de la Force dans le secteur bravo, la FNUOD a rétabli une présence initiale au camp Faouar, conformément au projet de retour progressif prévu dans le plan de soutien logistique de la mission. À cette fin, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé, dans une lettre datée du 23 mars 2017, l'engagement de dépenses d'un montant de 8 829 400 dollars pour l'exercice 2016/17.

11. Grâce à cette autorisation, la FNUOD a pu, au cours de la période considérée, équiper le camp Faouar d'infrastructures essentielles, telles que des stations de traitement des eaux, des installations de traitement des déchets et des stations d'épuration des eaux usées, des réseaux informatiques et de communications, et des bâtiments et installations destinés à abriter ses opérations et son personnel. Elle a en outre procédé au déploiement de 175 soldats, 42 membres du personnel civil (10 fonctionnaires internationaux et 32 agents recrutés sur le plan national) et cinq véhicules blindés de transport de troupes dans le camp Faouar, en vue de renforcer sa protection et de bénéficier d'une plus grande mobilité pour mener ses opérations dans le secteur bravo et dans la partie sud de la zone de séparation.

12. Le quartier général de la FNUOD est resté établi au Yafour, le service administratif à Mazzé et la base opérationnelle dans le camp Ziouani (secteur alpha). La Force a continué d'approvisionner ses positions du mont Hermon et du camp Faouar grâce à des convois partant quotidiennement de Damas.

13. En consultation avec les deux parties, la FNUOD a mené quatre missions de reconnaissance dans le secteur bravo pour déterminer si les conditions sur le terrain permettaient un retour progressif aux positions qu'elle avait dû quitter. Un tel redéploiement s'est avéré impossible, la situation étant particulièrement instable en raison du conflit qui faisait rage entre les Forces armées syriennes et des groupes armés non étatiques et avait des répercussions dans la zone d'opérations de la Force. Les conditions de sécurité dans les environs du complexe du mont Hermon sont restées stables tout au long de la période considérée.

14. La situation de sécurité dans le secteur bravo demeure fragile, ce qui a limité la fourniture de biens et services au camp Faouar en raison de sa situation géographique. À cet égard, la Force a mis en œuvre des stratégies de planification des interventions d'urgence et d'atténuation des risques et adopté des mesures de protection en se fondant sur l'étude de ses capacités militaires.

15. Au cours de la période considérée, la FNUOD a optimisé la relève des contingents et le déploiement du matériel leur appartenant dans le secteur bravo a pris du retard, ce qui a donné lieu à une sous-utilisation des crédits pour un montant de 0,9 million de dollars ; ces ressources ont été utilisées pour couvrir les dépenses supplémentaires imprévues liées à la remise en état du camp Faouar et au déploiement de troupes, de membres du personnel et de matériel dans ledit camp. Les dépenses supplémentaires ont notamment résulté de l'acquisition de bâtiments préfabriqués et des frais de génie y afférents, ainsi que de l'achat de fournitures pour la défense des périmètres et des coûts de transport et de fret associés.

### **C. Activités d'appui de la mission**

16. La composante appui a regroupé les opérations de la Force au camp Ziouani et transféré les fonctions du siège au Yafour et le service administratif à Mazzé.

17. La phase 1 du retour de la Force au camp Faouar s'est terminée comme prévu dans le plan de soutien logistique de la mission. La FNUOD s'est employée à fournir aux contingents envoyés dans le camp des infrastructures de base, des postes de travail, des logements et des services de restauration adaptés leur garantissant des conditions de vie adéquates. Ainsi, la Force a terminé la remise en état du réseau de distribution d'eau et la construction d'un hôpital de niveau I et de bâtiments destinés à accueillir des logements, une cuisine, des bureaux et des équipements de loisirs. Le réseau informatique et de communications a été réactivé pour faciliter les échanges, tant au sein du camp Faouar qu'entre le camp et la Force. La FNUOD a également fini de construire un mur de protection sur tout le périmètre du camp, compte tenu de la sécurité précaire dans le secteur bravo.

18. La Force a fait en sorte que l'ensemble de son personnel reçoive des formations adéquates et ait accès à l'appui technique nécessaire pour pouvoir tirer parti de tous les avantages d'Umoja, en vue d'améliorer la gestion et le contrôle de ses opérations, de l'utilisation de ses crédits et de son personnel. Elle a axé ses efforts sur des formations qui permettraient le retrait de Galileo et aideraient son personnel à mettre en œuvre et à gérer la centralisation de ses services d'entrepôt. Elle a en outre fourni du personnel et un appui en vue de faciliter la migration des données relatives au personnel recruté sur le plan national dans Umoja et la centralisation des états de paie au Bureau d'appui commun de Koweït.

### **D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional**

19. La prestation de services informatiques et de communications a continué d'être régie par les structures de gestion et de gouvernance régionales. Les quatre missions que sont la FNUOD, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) continuent de s'employer à éliminer les disparités de service et les chevauchements d'activités et à réaliser des économies d'échelle.

20. La Force a continué de fournir des services informatiques et de communications, notamment des services de téléphonie, de visioconférence et de transmission de

données pour connecter le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie au réseau longue distance des Nations Unies. La FNUOD dispose d'une liaison de télécommunication directe avec le Bureau, ce qui facilite les échanges d'informations et la coordination. Elle a fourni un appui au Bureau dans le domaine des achats et s'occupe des opérations bancaires relatives aux états de paie du personnel et au règlement des fournisseurs.

21. La FINUL a apporté une aide à la FNUOD, lui permettant de bénéficier de son contrat de distribution de carburant et facilitant le transport de marchandises du port de Beyrouth au quartier de la Force et les transferts logistiques du secteur alpha au secteur bravo de la zone de séparation.

## **E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées**

22. La FNUOD a collaboré étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies afin de surveiller en permanence les conditions de sécurité en République arabe syrienne et de renforcer le plan visant à garantir la sécurité de l'ensemble du personnel et des biens des Nations Unies. En outre, l'ONUST a continué d'appuyer la FNUOD en se chargeant de la gestion de cinq postes d'observation fixes et de quatre postes d'observation provisoires dans le secteur alpha et de donner la priorité aux activités d'observation fixe, d'enquête et d'analyse de la situation. Par son intermédiaire, la FNUOD a poursuivi l'inspection, tous les 15 jours, de son matériel et de ses effectifs dans le secteur alpha de la zone de limitation, ainsi que ses activités de patrouille et d'enquête.

23. La FNUOD a continué de partager les dépenses de sécurité de son bureau de Damas avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et les dépenses afférentes à la salle radio avec le Programme des Nations Unies pour le développement.

## **F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats**

### **Composante 1 : opérations**

24. La FNUOD a continué de s'acquitter de son mandat en maintenant la visibilité, de manière quelque peu modifiée, de la zone de séparation et de la ligne de cessez-le-feu à partir de ses positions dans la zone d'opérations.

25. La Force a maintenu son quartier général au Yafour, son service administratif à Mazzé et sa base opérationnelle au camp Ziouani, et rétabli une présence au camp Faouar. Elle a continué d'intensifier sa présence dans la zone de séparation, revenant progressivement dans le secteur bravo et se réinstallant dans le camp Faouar. Elle a par ailleurs continué de s'acquitter de son mandat et surveillé la zone de séparation, mené des activités d'observation fixe, augmenté le nombre de patrouilles et de jours-homme aux postes occupés et utilisé des images satellitaires de haute résolution et du matériel d'observation électronique.

26. La FNUOD a continué de coopérer avec les observateurs militaires du Groupe d'observateurs au Golan de l'ONUST afin d'inspecter son matériel et ses effectifs et de mener des activités d'observation fixe et d'appréciation de la situation, pour veiller au respect de l'Accord sur le dégagement dans le secteur alpha. Elle a par ailleurs entretenu des contacts avec les hauts responsables des deux parties afin de prévenir une dégradation de la situation et de faire respecter la ligne de cessez-le-feu.



27. La Force a continué de surveiller l'évolution des conditions de sécurité et mené des missions militaires de reconnaissance au niveau des positions du secteur bravo qu'elle avait dû évacuer, afin de déterminer si la situation était propice à un éventuel redéploiement dans le secteur.

28. Le retour progressif de la Force au camp Faouar s'est traduit par des produits à exécuter supérieurs aux prévisions pour l'exercice 2016/17. Ces produits ont été présentés au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, son accord devant être obtenu avant l'engagement de dépenses supplémentaires. On trouvera dans le présent cadre de budgétisation axée sur les résultats des détails à ce sujet pour ce qui est des composantes 1 (opérations) et 2 (appui).

**Réalisation escomptée 1.1** : Les parties agissent conformément à l'accord sur le dégagement des forces et s'y conforment.

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Séparation des forces et zones de limitation maintenues

Envoi de 2 038 lettres de protestation aux parties concernées dans la zone de responsabilité de la Force

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
Réunions hebdomadaires de haut niveau avec les autorités syriennes, au besoin, pour régler les questions liées à la mise en œuvre du mandat de la FNUOD et assurer la coopération	53	Réunions	
Réunions hebdomadaires de haut niveau avec les autorités israéliennes, au besoin, pour régler les questions liées à la mise en œuvre du mandat de la FNUOD et assurer la coopération	52	Réunions	
Réunions de fréquence hebdomadaire (en moyenne) avec les parties à l'Accord sur le dégagement, visant à désamorcer les tensions résultant des tirs échangés de façon répétée par les parties de part et d'autre de la ligne alpha, du fait du conflit civil touchant le pays, et à examiner les mesures à prendre par les deux parties pour empêcher de tels incidents	52	Réunions	
Liaison immédiate avec les parties au sujet des violations de l'Accord sur le dégagement, notamment les incidents qui compromettent le cessez-le-feu	22	Réunions	
79 600 jours-homme d'occupation de positions	81 244	Jours-homme d'occupation de positions	Ce produit est plus élevé que prévu, diverses activités d'observation et d'établissement de rapports ayant dû être menées pour faciliter le retour de la Force au camp Faouar.
Équipe d'établissement des faits constituée de quatre personnes, disponible en permanence pour établir rapidement les faits sur les incidents qui se produisent dans la zone de séparation ou les zones de limitation	Oui	Une équipe d'établissement des faits constituée de six personnes en moyenne était disponible à tout moment.	

Protestations concernant toutes les violations de l'Accord de dégagement

2 038 Protestations

Ce produit est plus élevé que prévu du fait de l'intensification des activités menées par des éléments armés hostiles au Gouvernement.

Quatre rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité

4 Rapports

### Réalisation escomptée 1.2 : Réduction du danger présenté par les mines et les engins explosifs improvisés dans la zone de séparation

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Aucune personne tuée ou blessée par l'explosion de mines ou de munitions non explosées (2014/15 : 0 victime ; 2015/16 : 0 victime ; 2016/17 : 0 victime)

Aucune victime parmi le personnel de la Force

*Produits prévus*

*Produit(s)  
exécuté(s) :  
oui/non  
ou nombre*

*Observations*

Enlèvement de mines, de munitions non explosées et d'engins explosifs improvisés dans la zone de séparation, et contrôle et dégagement continus des itinéraires de patrouille suivis par les contingents de la mission, selon les exigences de la sécurité des opérations

8 Opérations de recherche menées

10 Munitions non explosées enlevées

### Réalisation escomptée 1.3 : Meilleure sensibilisation de la population civile au mandat de la FNUOD

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Aucun cas de franchissement accidentel de la ligne de cessez-le-feu par des civils dans la zone de séparation (2014/15 : 0 incident ; 2015/16 : 0 incident ; 2016/17 : 0 incident)

Objectif atteint

*Produits prévus*

*Produit(s)  
exécuté(s) :  
oui/non  
ou nombre*

*Observations*

Contact avec les autorités responsables de la sécurité dans le secteur bravo et sensibilisation des civils au mandat de la FNUOD, y compris la prévention des incidents

Non

Produit non exécuté en raison de la détérioration des conditions de sécurité dans la zone d'opérations de la Force

**Réalisation escomptée 1.4 : Maintien de la capacité opérationnelle et de l'état de préparation en vue de la réoccupation des positions militaires temporairement évacuées dans le secteur bravo**

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Accord des deux parties au sujet de la réoccupation par la FNUOD de positions militaires temporairement évacuées dans le secteur bravo	Les conditions de sécurité n'étaient pas propices à la réoccupation des positions temporairement évacuées dans le secteur bravo.	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Examen trimestriel de la situation en matière de sécurité dans les zones de séparation et de limitation du secteur bravo	Oui	La Force surveille régulièrement la situation en matière de sécurité et tient le Conseil de sécurité informé au moyen de rapports trimestriels du Secrétaire général.
Une compagnie de réserve de 134 hommes et 15 véhicules blindés de transport de troupes rapidement disponibles en permanence afin d'entreprendre la réoccupation de positions militaires temporairement évacuées dans le secteur bravo	Oui	137 hommes disponibles en moyenne répartis dans 15 véhicules blindés de transport de troupes
Activités quotidiennes d'observation et d'analyse de l'évolution de la situation dans la zone d'opérations et dans la région	Oui	Grâce à la communication de 365 rapports quotidiens de situation, 52 rapports hebdomadaires, 12 rapports mensuels et 1 rapport annuel

**Composante 2 : appui**

29. La composante appui a continué de fournir un soutien essentiel, malgré la situation sans précédent créée par les conditions de sécurité actuelles. La Force a maintenu son quartier général au Yafour, son bureau administratif à Mazzé et sa base opérationnelle au camp Ziouani. Les positions militaires de la FNUOD situées au mont Hermon ont continué d'être approvisionnées quotidiennement en ressources, notamment des rations et du carburant, par voie terrestre, depuis Damas. Une présence initiale a été établie au camp Faouar, marquant ainsi la fin de la phase 1 du retour partiel de la Force dans le secteur bravo, conformément au plan de soutien logistique de la Mission, les parties au conflit s'étant à nouveau engagées à respecter l'Accord sur le dégagement.

**Réalisation escomptée 2.1 : Fourniture à la Force d'un appui plus efficace et rationnel dans les domaines logistique, administratif et de la sécurité**

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Achèvement de tous les projets de construction, rénovation et reconstruction de tous les bâtiments ou positions nécessaires pour maintenir les capacités dont la Force a besoin pour ses opérations et sa sécurité et pour satisfaire aux normes minimales de sécurité opérationnelle	Installation d'une enceinte de protection, remise en état des systèmes de distribution d'eau et construction d'un hôpital de niveau I et de bâtiments destinés à accueillir des logements, une cuisine, des bureaux et des équipements sociaux, dans le cadre de la phase 1 du plan de soutien logistique de la mission

Maintien de la proportion de véhicules du parc automobile immobilisés à moins de 5 % (2014/15 : s.o. ; 2015/16 : s.o. ; 2016/17 : moins de 5 %)	3,5 % des véhicules de la Force étaient immobilisés pour entretien ou dans l'attente de pièces de rechange
Réduction du nombre de véhicules légers de transport de passagers (2014/15 : 181 ; 2015/16 : 175 ; 2016/17 : 143)	Nombre de véhicules légers de transport de passagers réduit à 148, 10 autres véhicules devant être comptabilisés en pertes pendant le prochain exercice budgétaire
Réduction du nombre d'ordinateurs et rationalisation de leur utilisation afin d'assurer un appui aux membres du personnel civil et militaire (2014/15 : 468 ; 2015/16 : 350 ; 2016/17 : 324)	Nombre d'ordinateurs réduit à 334  Ce chiffre est plus élevé que prévu du fait de la nécessité de disposer de suffisamment d'ordinateurs pendant la phase de retour dans le camp Faouar.
Réduction de la consommation de diesel (2014/15 : 2 148 939 litres ; 2015/16 : 1 837 876 litres ; 2016/17 : 1 809 303 litres)	Réduction de la consommation de diesel de 8,5 % (1 656 915 litres), en raison du déploiement tardif des véhicules blindés de transport de troupes
Application intégrale du plan de continuité des opérations	Mise à jour du plan de continuité des opérations

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Amélioration des bâtiments, postes et infrastructures nécessaires pour satisfaire aux normes minimales de sécurité opérationnelle	Oui	Installation de murs de sécurité aux positions 12A et 80, ainsi qu'au camp Faouar
Utilisation efficiente du matériel grâce à une meilleure gestion des biens durables, en vue de rationaliser l'utilisation, les frais d'entretien et les remplacements et de réduire le plus possible les achats supplémentaires	Oui	La FNUOD a dressé l'inventaire de son matériel et ajusté les stocks. Elle a également mené des activités de validation et de migration des données de Galileo à Umoja.
Remise en état et entretien du camp Ziouani pour en faire une base d'opérations pleinement fonctionnelle à l'appui de la composante militaire	Oui	Travaux d'entretien et de rénovation menés à bien dans le camp Ziouani
<b>Militaires, personnel de police et personnel civil</b>		
Déploiement, relève et rapatriement de 1 250 militaires	828	Militaires (effectif moyen)  Le nombre de militaires a été inférieur aux prévisions en raison de conditions de sécurité qui n'étaient pas propices à un retour de la Force aux positions temporairement évacuées dans le secteur bravo.
Vérification, contrôle et inspection du matériel appartenant aux contingents pour l'effectif de 1 250 militaires	Oui	Le matériel appartenant aux contingents a été vérifié et inspecté régulièrement et des rapports trimestriels ont été soumis au quartier général à des fins de contrôle.
Approvisionnement en rations et stockage pour une base d'opérations, le camp Faouar et 7 positions militaires, soit 1 175 militaires (compte non tenu de 75 officiers d'état-major)	1 1 7	Camp Ziouani Camp Faouar Positions

Administration d'un effectif moyen de 51 fonctionnaires recrutés sur le plan international et de 88 fonctionnaires recrutés sur le plan national

Exécution d'un programme de déontologie et de discipline pour l'ensemble du personnel militaire et civil (formation, prévention, suivi et recommandation de mesures correctives en cas de manquement)

### Installations et infrastructures

Entretien et réparation des installations du camp Ziouani, des bureaux de Damas et de toutes les positions et tous les postes d'observation situés dans la zone de séparation

Entretien de trois puits et des dispositifs de filtrage

Exploitation et entretien d'une moyenne de 39 groupes électrogènes

Installation et mise en service de cinq panneaux solaires au camp Ziouani et dans les positions militaires pour le chauffage de l'eau

Fourniture de services d'assainissement, y compris collecte et évacuation des eaux usées et des déchets, pour tous les locaux de la Force

### Transports terrestres

Exploitation et entretien de 403 véhicules appartenant à l'ONU et de 27 véhicules blindés de transport de troupes et 10 véhicules de soutien appartenant aux contingents, dans quatre ateliers sur trois sites

778 Militaires (compte non tenu de 50 officiers d'état-major)

46 Fonctionnaires recrutés sur le plan international, dont 9 pour des emplois de temporaire (effectif moyen)

86 Fonctionnaires recrutés sur le plan national (effectif moyen)

Oui Un cours d'initiation sur la déontologie et la discipline ainsi que sur l'exploitation et les atteintes sexuelles a été dispensé à 1 056 membres du personnel. En outre, 111 contractants et fonctionnaires civils ont reçu une formation sur les comportements interdits et participé au programme « Inside the Blue », et 46 militaires ont bénéficié d'une formation de formateurs, qui devrait leur permettre d'organiser régulièrement des cours de remise à niveau.

Au total, 15 cas de manquement ont été signalés et renvoyés aux pays fournisseurs de contingents concernés.

Oui Entretien et réparation par la FNUOD des installations du camp Ziouani, du camp Faouar et des bureaux de Damas, ainsi que de tous les postes d'observation et toutes les positions

3 Puits

40 Groupes électrogènes entretenus

7 Panneaux solaires

Installation de deux panneaux solaires supplémentaires au camp Faouar pour le chauffage de l'eau

Oui

403 Véhicules appartenant à l'ONU

27 Véhicules appartenant aux contingents entretenus

10 Véhicules de soutien appartenant aux contingents, dans quatre ateliers sur trois sites

## Communications

Service et entretien de 5 autocommutateurs privés, 660 lignes téléphoniques, une station terrestre de transmission par satellite, 565 postes de radio émetteurs-récepteurs, 878 radios portatives, 48 routeurs de réseau, 15 répéteurs et 27 liaisons hertziennes

- 5 Autocommutateurs privés
- 600 Lignes téléphoniques
  - 1 Station terrestre de transmission par satellite
- 565 Postes de radio émetteurs-récepteurs
- 880 Radios portatives
- 49 Routeurs de réseau
- 15 Répéteurs
- 27 Liaisons hertziennes

Le résultat inférieur aux prévisions au titre des lignes téléphoniques et le résultat plus élevé que prévu au titre des radios portatives sont dus au fait que les besoins des contingents en matière de communication ont évolué, en raison du retour de la Force dans le camp Faouar.

## Informatique

Service et entretien d'un réseau longue portée, de 20 serveurs, de 324 ordinateurs, de 92 imprimantes et de 20 expéditeurs numériques répartis sur 20 sites

- 11 Serveurs
- 334 Ordinateurs
- 59 Imprimantes
- 21 Expéditeurs numériques

Le résultat inférieur aux prévisions en ce qui concerne les serveurs s'explique par la virtualisation du réseau ; pour ce qui est des imprimantes, il est dû à l'installation d'imprimantes multifonctions pouvant être utilisées par un plus grand nombre d'utilisateurs.

Le résultat supérieur aux prévisions en ce qui concerne les ordinateurs est lié au transfert du personnel vers le camp Faouar.

Services d'appui et de gestion pour 360 comptes de messagerie électronique

- 360 Comptes de messagerie électronique

Fourniture d'un appui au Groupe chargé de la gestion du système d'information géographique concernant l'élaboration de 984 cartes pour étayer les décisions, favoriser la compréhension des situations et soutenir les opérations

- 1 486 Cartes élaborées

Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par la nécessité d'élaborer des cartes supplémentaires en vue d'appuyer le déplacement des troupes vers le secteur bravo, dans le cadre de la réoccupation du camp Faouar, et vers les lieux d'opérations de la Force, au niveau de tous ses postes d'observation.

## Santé

Exploitation et entretien d'une unité médicale de niveau I au camp Ziouani, d'une unité médicale de niveau I à la position 80 et d'une sous-unité médicale au mont Hermon pour le personnel de la Force et du Groupe d'observateurs au Golan

- 1 Unité médicale de niveau I au camp Ziouani
- 1 Unité médicale de niveau I à la position 80
- 1 Sous-unité médicale au mont Hermon

Exploitation et entretien de deux centres proposant sur demande des services confidentiels de dépistage du VIH/sida et de conseils pour l'ensemble du personnel

- Oui Totalité des tests de dépistage réalisés dans l'hôpital de niveau II

Programme de sensibilisation au VIH/sida, y compris l'éducation par les pairs, pour l'ensemble du personnel de la mission dans le cadre de la formation initiale

- Oui Programme de sensibilisation au VIH/sida suivi par les 828 membres des contingents lors de leur entrée en fonction

Réalisation de quatre inspections sanitaires, notamment des contrôles de l'hygiène et de l'état sanitaire des camps, du stockage, de la manutention et de la préparation de la nourriture et des analyses de l'eau

- Oui La FNUOD a procédé à quatre inspections d'hygiène trimestrielles. Au total, 80 échantillons d'eau provenant de différents lieux ont été analysés.

## Sécurité

Fourniture de conseils en matière de sécurité, diffusion au personnel de la Force d'informations sur la sécurité mises à jour quotidiennement, et analyse de la situation pour les hauts responsables de la Force, y compris des évaluations des menaces et des risques pour l'ensemble des bureaux et des camps situés dans la zone d'opérations de la Force et dans la zone de séparation, ainsi que pour toutes les positions militaires

- Oui Conseils en évaluation des menaces et en gestion des risques fournis régulièrement au camp Ziouani, au camp Faouar, aux bureaux de Damas et dans l'ensemble des positions et postes d'observation, et diffusion de 150 rapports d'information quotidiens sur la sécurité, ainsi que de 146 alertes de sécurité par courrier électronique et de 154 minimessages (SMS)

Envoi quotidien de convois au camp Faouar et gestion de ces derniers, notamment en ce qui concerne le franchissement des points de contrôle routier, la supervision des prestataires de sécurité locaux contrôlant l'accès à l'entrée principale du camp, l'utilisation et l'entretien des équipements de sécurité sophistiqués ayant été déployés dans le camp, et la conduite d'exercices de sécurité aléatoires

- Oui Fourniture de services de gestion de la sécurité pour un total de 148 convois ayant relié Damas au camp Faouar et organisation de deux séances d'information et d'exercice relatives aux incendies et à l'évacuation

Fourniture de services de sécurité opérationnelle et de gestion des risques pour les mouvements de civils de la Force entre Damas, les positions militaires de la Force et Beyrouth par l'organisation de 104 convois encadrés

- Oui Fourniture de services de gestion de la sécurité pour un total de 351 convois – impliquant 3 213 membres du personnel – organisés entre le camp Ziouani et Beyrouth/Naqoura, entre Damas et le mont Hermon et entre Damas et le camp Faouar

Formulation à l'intention des responsables de la Force de recommandations sur le renforcement du dispositif physique de sécurité de toutes les installations

- Oui Fourniture de conseils et de recommandations concernant l'application de 14 instructions permanentes, les risques de sécurité, les convois et l'occupation des abris

Organisation de formations à la sécurité à l'intention du personnel civil et militaire déployé dans le cadre du système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies concernant les procédures relatives aux convois et les mesures à prendre quant aux engins explosifs improvisés ou les procédures de mise aux abris et de protection des camps ; organisation de réunions d'information pour les nouveaux arrivants ; organisation d'exercices d'évacuation des locaux ; sensibilisation aux cas d'enlèvement ou de prise d'otages

Enquête sur les incidents de sécurité

Oui Organisation de 83 séances de formation à la sécurité à l'intention des nouveaux fonctionnaires et des visiteurs, 6 exercices de mise aux abris, 3 exercices d'évacuation des bâtiments en cas d'incendie, 20 séances de formation à la sécurité et à la sûreté en mission et 6 séances d'information concernant les convois

8 Enquêtes concernant 6 accidents de la route, 1 perte d'objet (téléphone portable) et 1 accident du travail

---



### III. Exécution du budget

#### A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017.)

Catégorie	Montant alloué <sup>a</sup>	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3) ÷ (1)
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Observateurs militaires	—	—	—	—
Contingents	26 284,2	25 361,6	922,6	3,5
Police des Nations Unies	—	—	—	—
Unités de police constituées	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>26 284,2</b>	<b>25 361,6</b>	<b>922,6</b>	<b>3,5</b>
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	8 937,4	8 889,0	48,4	0,5
Personnel recruté sur le plan national	3 667,3	3 431,5	235,8	6,4
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 629,1	1 375,0	254,1	15,6
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>14 233,8</b>	<b>13 695,5</b>	<b>538,3</b>	<b>3,8</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	—	—	—	—
Voyages	761,7	826,6	(64,9)	(8,5)
Installations et infrastructures	8 964,3	9 525,9	(561,6)	(6,3)
Transports terrestres	2 441,8	1 891,2	550,6	22,5
Transports aériens	—	—	—	—
Transports maritimes ou fluviaux	287,0	299,4	(12,4)	(4,3)
Communications	870,3	600,6	269,7	31,0
Informatique	932,3	1 155,0	(222,7)	(23,9)
Santé	323,7	351,2	(27,5)	(8,5)
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	1 444,4	2 173,4	(729,0)	(50,5)
Projets à effet rapide	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>16 025,5</b>	<b>16 823,3</b>	<b>(797,8)</b>	<b>(5,0)</b>
<b>Total brut</b>	<b>56 543,5</b>	<b>55 880,4</b>	<b>663,1</b>	<b>1,2</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	1 395,6	1 338,4	57,2	4,1
<b>Total net</b>	<b>55 147,9</b>	<b>54 542,0</b>	<b>605,9</b>	<b>1,1</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>56 543,5</b>	<b>55 880,4</b>	<b>663,1</b>	<b>1,2</b>

<sup>a</sup> Tient compte des ressources approuvées d'un montant brut de 47 714 100 dollars (montant net : 46 318 500 dollars) et des engagements autorisés d'un montant brut de 8 829 400 dollars correspondant aux crédits supplémentaires nécessaires en raison du retour de la Force dans le secteur bravo jusqu'au 30 juin 2017.

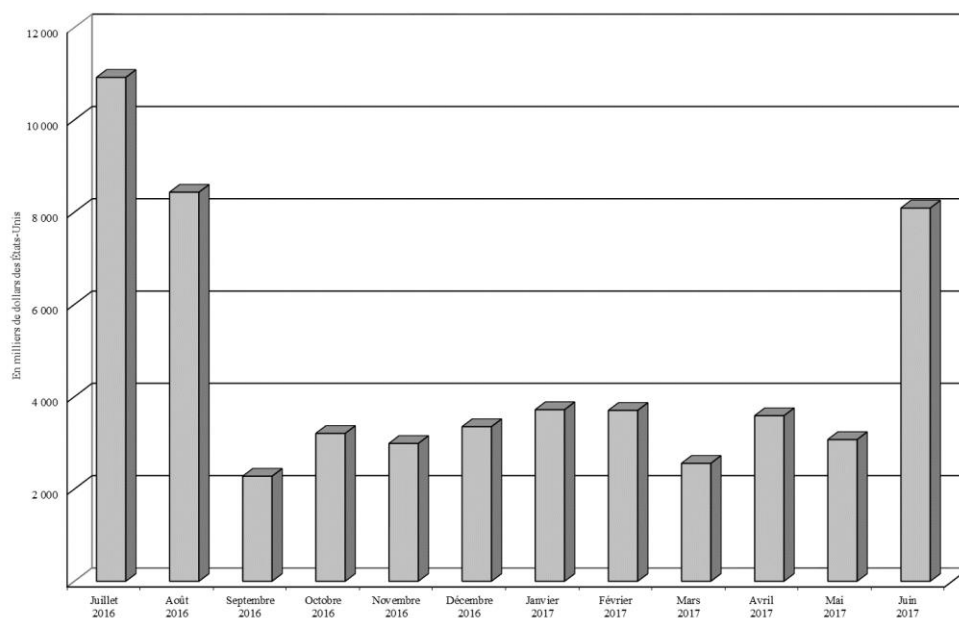
## B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégories</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	26 284,2	(500,0)	25 784,2
II. Personnel civil	14 233,8	(300,0)	13 933,8
III. Dépenses opérationnelles	16 025,5	800,0	16 825,5
<b>Total</b>	<b>56 543,5</b>	<b>–</b>	<b>56 543,5</b>
Pourcentage de réaffectations			1,4

30. La réaffectation des ressources de la catégorie I (Militaires et personnel de police) et de la catégorie II (Personnel civil) au profit de la catégorie III (Dépenses opérationnelles) est imputable essentiellement à des dépenses supplémentaires au titre des réparations urgentes nécessaires pour assurer la sûreté, la sécurité et la fortification du camp Faouar et à des dépenses de fret pour l'envoi de fournitures, de biens et d'équipement au camp plus élevées que prévu à cause des conditions de sécurité. Il a été possible de réaffecter des ressources de la catégorie I du fait de la sous-utilisation des crédits destinés aux déplacements pour la relève des contingents, les vols affrétés ayant été moins nombreux et le prix des vols commerciaux moins élevés que prévu.

## C. Évolution des dépenses mensuelles



31. Le pic de dépenses enregistré en juillet et en août 2016 s'explique principalement par la souscription d'engagements au titre du remboursement, aux gouvernements ayant fourni des contingents, des coûts standard, du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome apporté pour les

services assurés au cours de l'exercice. Le pic de dépenses constaté en juin 2017 est quant à lui imputable aux décaissements effectués au titre du versement des soldes des contingents et aux dépenses opérationnelles, conformément à l'échéancier trimestriel.

## D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produits des placements	135,6
Produits divers ou accessoires	8,0
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	270,0
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	94,5
<b>Total</b>	<b>508,1</b>

## E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
<b>Matériel majeur</b>	
Contingents	2 919,7
<b>Total partiel</b>	<b>2 919,7</b>
<b>Soutien logistique autonome</b>	
Contingents	206,2
<b>Total partiel</b>	<b>206,2</b>
<b>Total</b>	<b>3 125,9</b>

<i>Facteurs applicables à la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
<b>A. Facteurs applicables à la zone de la Mission</b>			
Contraintes du milieu	0,7	19 mars 2013	27 mai 2014
Usage opérationnel intensif	0,0	19 mars 2013	27 mai 2014
Actes d'hostilité ou abandon forcé	3,1	19 mars 2013	27 mai 2014
<b>B. Facteurs applicables aux pays d'origine</b>			
Différentiel de transport	1,5-5,5		

## F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces <sup>a</sup>	728,4
Contributions volontaires en nature	–
<b>Total</b>	<b>728,4</b>

<sup>a</sup> Y compris la valeur locative des terres et l'ajout du camp Faouar.

## IV. Analyse des écarts<sup>1</sup>

	<i>Écart</i>	
<b>Contingents</b>	922,6	3,5 %

32. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par ce qui suit : a) le coût des voyages aux fins du déploiement, de la relève des contingents et du rapatriement a été moins important que prévu, car la mise en place du système de relève inversée a permis d'affréter moins de vols et les dépenses au titre des vols commerciaux pour rapatrier les officiers d'état-major ont été inférieures aux prévisions; b) les dépenses au titre des rations ont été inférieures aux prévisions car le fournisseur a appliqué des tarifs inférieurs à ceux prévus, les conditions de sécurité s'étant améliorées dans la zone : le prix unitaire moyen effectif des rations dans le secteur bravo n'a été que de 11,59 dollars, contre un prix de 18,29 dollars inscrit au budget ; c) les dépenses liées au matériel majeur appartenant aux contingents ont été moins élevées que prévu à cause des retards dans le déploiement des véhicules blindés de transport de troupes. Les économies ainsi réalisées ont été en partie annulées par des dépenses supérieures aux prévisions afférentes au remboursement aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard du fait du déploiement prolongé du bataillon de soutien logistique et aux dépenses de fret plus élevées que prévu au titre du déploiement des véhicules blindés de transport de troupes de la Force. Le taux de vacance moyen durant l'exercice a été de 33,8 % (contre un taux de 33,6 % prévu au budget), en comptant le déploiement prévu de 110 militaires supplémentaires qui a fait l'objet d'une autorisation d'engagement de dépenses.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	235,8	6,4 %

33. La sous-utilisation des crédits au titre du personnel recruté sur le plan national s'explique principalement par des dépenses inférieures au titre des traitements du fait de l'application de la classe 5/échelon 7 à la catégorie des agents des services généraux recrutés sur le plan national, alors que le budget prévoyait l'application de la classe 5/échelon 11, et par conséquent des dépenses connexes, telles que les dépenses communes de personnel ou le versement des primes de danger, également inférieures.

<sup>1</sup> Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent  $\pm 5$  % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel temporaire (autre que pour les réunions)</b>	254,1	15,6 %

34. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par un taux moyen de vacance de postes supérieur aux prévisions (33,3 %, contre un taux de 13,8 % inscrit au budget). Au cours de l'exercice, six membres du personnel recrutés sur le plan international en moyenne ont été déployés, alors que le budget en prévoyait neuf, dont un occupant un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) financé à l'aide des engagements autorisés. Le taux de vacance plus élevé que prévu est dû au retard dans la délivrance de visas, qui a retardé le recrutement et l'entrée en fonctions de membres du personnel.

	<i>Écart</i>	
<b>Voyages</b>	(64,9)	(8,5 %)

35. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) les voyages effectués dans le cadre d'affectations temporaires pour appuyer le retrait de Galileo et former des membres du personnel à la gestion centralisée des entrepôts; b) les voyages des membres du personnel du Bureau d'appui commun de Koweït pour appuyer la centralisation des services de paie et le passage à Umoja du personnel recruté sur le plan national.

	<i>Écart</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	(561,6)	(6,3 %)

36. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) l'acquisition de préfabriqués et du matériel de génie nécessaire à leur construction, du fait du retour échelonné de la Force au camp Faouar; b) l'acquisition de générateurs et de matériel électrique pour alimenter le camp Faouar en électricité et en eau chaude, ainsi que la consommation de carburant plus élevée que prévue pour alimenter les générateurs, le retour au camp Faouar ayant nécessité l'aide de plus de membres du personnel civil que prévu; c) l'acquisition de fournitures pour la défense des périmètres en vue d'assurer la sûreté et la sécurité du camp Faouar. Le dépassement des crédits a été partiellement compensé par des économies réalisées au titre des services d'aménagement et de rénovation, des équipements collectifs, de l'élimination des déchets et de l'acquisition de matériel de sûreté et de sécurité, du fait de la réduction du nombre de soldats déployés dans le secteur alpha.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports terrestres</b>	550,6	22,5 %

37. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement au fait que les dépenses au titre des services de réparation et de maintenance ont été inférieures aux prévisions, pour les raisons suivantes : a) les véhicules n'ont pas été utilisés autant que prévu dans le secteur alpha à cause du transfert de militaires et du personnel civil au camp Faouar, dans le secteur bravo; b) le coût des services de réparation et de maintenance fournis par la FINUL a été moindre que le coût inscrit au budget au titre de ces mêmes services dans le secteur alpha. La sous-utilisation des crédits a été partiellement contrebalancée par un dépassement lié à la consommation de carburant des véhicules blindés de transport de troupes dans le secteur bravo, qui a été plus élevée que prévu, et à l'acquisition de matériel pour les ateliers de réparation des véhicules, à savoir un

monte/démonte pneus spécial pour les roues des véhicules blindés, rendu nécessaire par le transfert au camp Faouar.

	<i>Écart</i>	
<b>Communications</b>	269,7	31,0 %

38. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement au fait que le montant des dépenses au titre du raccordement à Internet du camp Faouar et de l'acquisition de matériel de communications a été inférieur aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
<b>Informatique</b>	(222,7)	(23,9 %)

39. Le dépassement des crédits s'explique principalement par le fait que les dépenses ont été plus élevées que prévu au titre de l'acquisition de progiciels et de licences nécessaires à la mise à niveau du réseau, afin d'assurer la sécurité de la Force.

	<i>Écart</i>	
<b>Santé</b>	(27,5)	(8,5 %)

40. Le dépassement des crédits, dû aux dépenses plus élevées que prévu au titre de l'acquisition de matériel et de fournitures médicaux destinés au camp Faouar, a été partiellement compensé par la sous-utilisation des crédits ouverts au titre des services d'hospitalisation.

	<i>Écart</i>	
<b>Fournitures, services et matériel divers</b>	(729,0)	(50,5 %)

41. Le dépassement des crédits s'explique principalement par les facteurs suivants : a) les dépenses de fret et les droits de douane ont été plus élevés que prévu car les biens et l'équipement destinés au camp Faouar ont dû transiter par les douanes de deux pays, vu l'emplacement du camp et les conditions de sécurité dans le secteur bravo ; b) des vacataires ont dû être engagés pour assurer la maintenance du camp Ziouani, des services de fret pour le transport de biens destinés à la Force et la remise en état du camp Faouar. Le dépassement des crédits a été partiellement compensé par la sous-utilisation des crédits ouverts au titre de la détente et des loisirs, des uniformes, des badges et de l'équipement, les installations de détente du camp Faouar n'étant pas tout à fait prêtes à la fin de l'exercice et les troupes n'ayant été déployées que récemment dans le secteur bravo.

## V. Exécution du budget : dépenses additionnelles autorisées

42. En raison de la date à laquelle il a été décidé de faire revenir la Force au camp Faouar, le projet de budget de la FNUOD pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, tel qu'approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/279, ne prévoyait pas les ressources additionnelles requises pour déployer 110 militaires supplémentaires et couvrir l'ensemble des dépenses opérationnelles découlant de la remise en état du camp Faouar.

43. Le Secrétaire général a donc été autorisé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à engager des dépenses jusqu'à concurrence

d'un montant brut de 8 829 400 dollars pour couvrir les charges supplémentaires jusqu'au 30 juin 2017, en sus des 47 714 100 dollars que l'Assemblée générale, dans sa résolution 70/279, avait précédemment autorisés pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Engagements autorisés (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Contingents	3 932,0	3 212,9	719,1	18,3
<b>Total partiel</b>	<b>3 932,0</b>	<b>3 212,9</b>	<b>719,1</b>	<b>18,3</b>
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	254,2	251,4	2,8	1,1
Personnel recruté sur le plan national	(238,6)	(235,9)	(2,7)	1,1
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(113,0)	(200,8)	87,8	(77,7)
<b>Total partiel</b>	<b>(97,4)</b>	<b>(185,3)</b>	<b>87,9</b>	<b>(90,2)</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Voyages	132,0	125,9	6,1	4,6
Installations et infrastructures	3 115,4	3 265,4	(150,0)	(4,8)
Transports terrestres	717,8	736,7	(18,9)	(2,6)
Transports maritimes ou fluviaux	287,0	299,4	(12,4)	(4,3)
Communications	137,0	133,2	3,8	2,8
Informatique	290,0	299,4	(9,4)	(3,2)
Santé	—	136,3	(136,3)	—
Fournitures, services et matériel divers	315,6	805,5	(489,9)	(155,2)
<b>Total partiel</b>	<b>4 994,8</b>	<b>5 801,8</b>	<b>(807,0)</b>	<b>(16,2)</b>
<b>Total brut</b>	<b>8 829,4</b>	<b>8 829,4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	—	—	—	—
<b>Total net</b>	<b>8 829,4</b>	<b>8 829,4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>8 829,4</b>	<b>8 829,4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

44. Les crédits supplémentaires autorisés, d'un montant maximum de 8 829 400 dollars, sans mise en recouvrement, ont été entièrement utilisés pour couvrir les dépenses additionnelles liées au retour échelonné de la Force dans le secteur bravo.

45. Ces ressources ont permis de financer le déploiement de 110 militaires supplémentaires, la création d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) d'analyste de sécurité (agent du Service mobile) et les opérations de remise en état des bâtiments et de l'infrastructure de base du camp Faouar.

**Contingents**

46. Le Comité consultatif ayant donné son aval, 110 militaires et 5 véhicules blindés de transport de troupes ont été déployés au camp Faouar, ainsi que le prévoyait la demande de ressources supplémentaires. L'existence d'un solde inutilisé de 719 100 dollars tient essentiellement au fait que le coût unitaire effectif moyen des rations dans le secteur bravo a été plus bas que celui prévu dans le budget, les conditions de sécurité étant meilleures, et aux retards dans le déploiement des véhicules blindés de transport de troupes et des officiers d'état-major au camp Faouar.

**Personnel civil**

47. Les ressources supplémentaires demandées ont permis le versement de primes de danger au personnel civil en poste dans le secteur bravo, et le fait que le taux moyen effectif de vacance de postes du personnel recruté sur le plan national ait été plus élevé que prévu a permis de réaliser les économies escomptées. Pour ce qui est du personnel temporaire (autre que pour les réunions), le solde inutilisé de 87 800 dollars s'explique principalement par les retards pris dans le recrutement et l'entrée en fonctions de nouveaux membres du personnel du fait des retards pris dans la délivrance des visas.

**Dépenses opérationnelles**

48. Pour ce qui est des installations et des infrastructures, les projets d'aménagement et de rénovation proposés au titre des crédits supplémentaires, notamment l'installation de dispositifs de fortification, la remise en état des systèmes de distribution d'eau et la construction d'un hôpital de niveau I, de logements, d'une cuisine, de bureaux et d'installations de détente ont été achevés, comme prévu dans la première phase du plan de soutien logistique de la mission pour la remise en état du camp Faouar. La remise en état des systèmes électriques et la construction du quartier général de la Force et des ateliers destinés au génie et aux transports sont en cours. Le dépassement des crédits, d'un montant de 807 000 dollars, s'explique principalement par les facteurs suivants : a) les dépenses au titre des fournitures, services et matériel divers ont été plus élevées que prévu, notamment à cause des dépenses de fret et des droits de douane supplémentaires qui ont dû être payés car les biens et l'équipement destinés au camp Faouar ont dû transiter par deux pays, vu l'emplacement du camp; b) les dépenses au titre des installations et des infrastructures ont été supérieures aux prévisions, à cause notamment de l'acquisition de générateurs pour alimenter le camp Faouar en électricité et en eau chaude afin qu'il puisse être habité et rénové pendant la remise en état du réseau électrique; c) les dépenses médicales ont été plus élevées que prévu, notamment à cause de l'acquisition d'équipement et de matériel destinés à l'hôpital de niveau I du camp Faouar.

49. Les crédits supplémentaires autorisés, d'un montant de 8 829 400 dollars, sans mise en recouvrement, ont été entièrement utilisés pour couvrir les dépenses additionnelles au titre des contingents, du personnel civil et des dépenses opérationnelles jusqu'au 30 juin 2017. Compte tenu de l'exécution globale du budget de la Force, le solde non utilisé de 663 100 dollars pour l'exercice 2016/17 est porté en déduction du montant effectif des dépenses additionnelles de 8 829 400 dollars ayant fait l'objet d'une autorisation d'engagement. Dans ces conditions, une ouverture de crédit d'un montant net de 8 166 300 dollars doit être approuvée par les États Membres.



## VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

50. En ce qui concerne le financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Ouvre un crédit additionnel de 8 166 300 dollars au compte spécial de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, représentant le montant des ressources supplémentaires ayant fait l'objet d'une autorisation d'engagement, qui a été utilisé et non mis en recouvrement au titre de l'exercice clos le 30 juin 2017;

b) Tienne compte du montant de 47 714 100 dollars déjà mis en recouvrement auprès des États Membres conformément à sa résolution 70/279 et emploie des recettes provenant d'autres sources, d'un montant total de 508 100 dollars, pour l'exercice prenant fin au 30 juin 2017, à savoir le produits des placements (135 600 dollars), les produits divers ou accessoires (8 000 dollars), les ajustements sur exercices antérieurs (270 000 dollars) et l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (94 500 dollars);

c) Mette en recouvrement un montant additionnel de 7 658 200 dollars, qui représente la différence entre les crédits additionnels à ouvrir (8 829 400 dollars) et les autres sources de revenus (508 100 dollars) pour l'exercice prenant fin au 30 juin 2017.

## VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 71/306

(A/71/836/Add.2)

Demande	Réponse
<p>Le Comité des commissaires aux comptes a également constaté que le poste de spécialiste des questions d'environnement était resté vacant dans plusieurs missions de maintien de la paix<sup>a</sup> (A/71/5 (Vol. II), chap. II, par. 332). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'il n'y avait pas eu de poste de spécialiste des questions d'environnement créé à la FNUOD, la Force ayant dû déménager à plusieurs reprises depuis septembre 2014 en raison de la détérioration des conditions de sécurité dans la zone d'opérations. Il a également été informé que la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) déploierait une équipe chargée d'appuyer la mise en œuvre du Plan d'action pour l'environnement de la Force. <b>Le Comité consultatif espère que les efforts se poursuivront pour atténuer l'impact écologique global de la FNUOD, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans ses résolutions 69/307 et 70/286.</b> Il formule d'autres observations sur les questions environnementales qui touchent aux opérations de maintien de la paix en général dans son rapport sur les</p>	<p>La Force a achevé la mise en place de ses politiques et directives relatives à l'environnement en mars 2017, avec l'appui de la Base de soutien logistique des Nations Unies et du Programme des Nations Unies pour l'environnement, sous la supervision du Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques.</p>

## Demande

## Réponse

questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (A/71/836) (par. 10).

En ce qui concerne le retour au Camp Faouar pendant l'exercice en cours, le Secrétaire général a fait savoir, dans une lettre datée du 10 février 2017 qu'il a adressée au Comité consultatif, que le budget approuvé pour la période considérée ne prévoyait pas de ressources à cette fin. Dans la lettre, le Secrétaire général demandait au Comité d'approuver des engagements pour couvrir les dépenses supplémentaires de personnel militaire et civil, ainsi que les dépenses opérationnelles associées, jusqu'au 30 juin 2017. Avant de terminer le présent rapport, le Comité a approuvé des engagements d'un montant ne dépassant pas 8 829 400 dollars pour financer les dépenses supplémentaires de la FNUOD en rapport avec le retour au Camp Faouar jusqu'au 30 juin 2017, le montant total des ressources disponibles étant d'environ 56,54 millions de dollars pour l'exercice en cours. **Le Comité consultatif compte que des renseignements détaillés sur les dépenses en lien avec les autorisations d'engagement de dépenses susmentionnées seront inclus dans le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2016/17** (par. 16).

Le présent rapport contient des informations détaillées sur les dépenses en lien avec l'autorisation d'engagement de dépenses.

<sup>a</sup> Le Comité des commissaires aux comptes a constaté que le poste de spécialiste des questions d'environnement était vacant à la FNUOD, à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan et à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.